70e Année. — N° 169. Le numéro : 25 centimes JEUDI 18 JUIN 1925.

Les Chaussures Dolly 20 rue de Lannoy ROUBAIX Représentent la PERFECTION et la MODE

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS { Nord et limitrophes..... 3 mois, 17.00 ; 6 mois, 32.00 ; 1 an, 60.00 — France et Belgique..... » 18.00 ; » 34.00 ; » 64.00 — Union postale..... » 26.00 ; » 50.00 ; » 96.00

REDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS { ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1906. Inter. 6. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 87. Chèques postaux 87-Lille.

Les Chaussures Dolly 20 rue de Lannoy ROUBAIX Représentent la PERFECTION et la MODE

STELLET PARISIEN

LE CARTEL BRISÉ

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 17 JUIN (Minuit).

Quelles que soient les précautions que prendront les socialistes pour masquer leur divorce d'avec les autres groupes du Cartel, la rupture n'en est pas moins consommée; le Bloc des Gauches a vécu; le vote d'hier en a sonné le glas.

A vrai dire, le Cartel se dirigeait rapidement vers le fond de l'impasse où il s'était engagé dès l'instant qu'il s'était transformé, de coalition électorale qu'il est, en coalition de gouvernement. Tôt ou tard, les nécessités du pouvoir devaient faire apparaître les différences essentielles existant entre les points de vue des divers groupes.

Pour gouverner, les dirigeants du pays étaient fatalement conduits à choisir entre ces multiples conceptions. Ce qui perdit M. Herriot, ce fut justement de tenter l'impossible entreprise consistant à donner des gages à tout le monde, même aux amateurs de chambardements. On ne peut pas gouverner longtemps avec les ennemis de l'ordre établi et de la propriété.

Sur deux questions primordiales, la question financière et la question marocaine, un accord durable était impossible entre les socialistes et leurs alliés du Cartel. Sur la première de ces deux questions, le Gouvernement et toute une partie du Bloc des Gauches sont, au fond, du même avis quant aux remèdes à apporter à la crise actuelle ; par contre, les socialistes, qui veulent plus que jamais imposer leur chimérique prélèvement sur le capital, sont en désaccord avec leurs alliés sur des principes fondamentaux.

Même observation pour l'affaire marocaine : à la thèse des socialistes, qui est celle de la paix à tout prix, il ne manque pas de radicaux-socialistes pour opposer une conception plus conforme à l'intérêt national.

Ainsi, la fissure existe profonde, durable et appelée à faire éclater bientôt le fameux Cartel. Tenus en lisière par les fédérations provinciales qui, les unes après les autres, se prononcent contre le Gouvernement actuel, les députés socialistes sont poussés, qu'ils le veuillent ou non, dans l'opposition.

Si le Gouvernement fait son devoir, c'est-à-dire s'il agit en conformité avec l'intérêt du pays, à l'encontre d'une opposition socialiste, il trouvera aisément une autre majorité plus stable que l'ancienne.

R...

LES CHANGES

	Mardi	Mercredi
Livre ...	101.62	101.87
Dollar ...	20.89	20.96
Belgique.	98.85	98.875

LES TROUBLES DE CHINE

CANTON aux mains des bolchevistes

LES SURVENTIONS DES SOVIETS AUX AGITATEURS

Londres, 17 juin. — Le correspondant à Pékin d'une agence anglaise déclare qu'un professeur chinois lui a avoué qu'un grand nombre d'étudiants chinois avaient reçu de l'argent de Karakhan, le ministre des Soviets à Pékin.

D'autre part, l'« Evening News » écrit à ce sujet :

« A l'heure actuelle, les organisations soviétiques envoient des télégrammes d'encouragement et des sommes considérables aux agitateurs chinois pour les aider dans leur œuvre d'assassinat. L'Angleterre est fatiguée de cet état de choses et elle entend que les bolchevistes établis chez elle vident les lieux avec armes et bagages. »

UN CHEF COMMUNISTE EST FUSILLÉ

Hankéou, 17 juin. — Les autorités chinoises ont fait fusiller ce matin un des chefs agitateurs bolchevistes qu'elles avaient arrêté.

CANTON AUX MAINS DES BOLCHEVISTES

Canton, 17 juin. — Le parti bolcheviste Kouo-Mi-Tang, dont les adhérents détiennent le pouvoir à Canton, aurait décidé de confier le gouvernement à une commission composée de sept membres, de supprimer le poste de gouverneur civil, de prohiber l'usage de l'opium, d'abroger de nombreuses taxes et d'interdire aux chefs militaires de lever des impôts.

Toutes les recettes iraient au Trésor civil. Les autorités équilibreraient le budget sans recourir aux jeux. Les maisons de jeux seraient supprimées.

LES ETRANGERS SERONT PROTÉGÉS

Le ministre des communications a donné par télégramme, des ordres pour que les étrangers, voyageurs ou employés de voies ferrées soient l'objet de mesures de protections spéciales.

LES SOVIETS VEULENT PARTICIPER A LA CONFERENCE DES CHAMBRES DE COMMERCE ANGLAISES

On dit que M. Rakowski, représentant du gouvernement soviétique à Londres, aurait reçu des instructions afin de demander que le gouvernement de Moscou soit représenté à la conférence, dont l'Association des Chambres de Commerce anglaises a demandé la convocation au premier ministre, au sujet de la situation en Chine.

UN LEGS D'UN MILLION A L'ACADEMIE DES SCIENCES

Paris, 17 juin. — M. et Mme Aman Farid Dina viennent de consentir à l'Académie des Sciences un legs s'élevant à un million de francs, dont les arrérages seront employés à l'achat d'appareils astronomiques et météorologiques.

Un décret, publié ce matin, à l'*Officiel*, autorise l'Académie des Sciences à accepter ce legs.

Un terrible accident de chemin de fer aux Etats-Unis

36 tués et 75 blessés

New-York, 17 juin. — Trente-six personnes ont été tuées et 75 blessées plus ou moins grièvement dans un accident de chemin de fer qui s'est produit sur le Lackwana Railway.

Par suite d'un défaut d'aiguillage, un train bondé d'émigrants, qui devaient s'embarquer, aujourd'hui même à destination de l'Europe, a déraillé près de Hackettstown (New-Jersey). Quatorze cadavres ont été retirés des décombres jusqu'à présent.

AU MAROC

LA SITUATION sur le front riffain

Pertes sérieuses de l'ennemi

Fez, 17 juin. — La situation est calme AU NORD ET A L'EST D'OUEZZAN.

Il se confirme, qu'au cours de leur progression des journées précédentes vers le nord, nos troupes ont infligé des pertes sérieuses à l'ennemi.

Chez les Beni-Mesouilda, la mort du caïd Abd-el-Selam, survenue au cours du combat, a provoqué la défection de quelques éléments de cette tribu.

Les dissidents, appuyés par des Djeballa et des Riffains, ont tenté des attaques contre nos détachements circulant au nord et à l'est de Teroual.

AU CENTRE, vers Ain-Meatouf, l'ennemi a esquissé une attaque contre notre poste. Cette attaque a été facilement repoussée.

La situation est calme sur le reste du front.

A L'EST, la situation est calme. On signale quelques escarmouches entre dissidents et soumis à Guermonnou. Ceux-ci, appuyés par des auto-mitrailleuses et des forces supplétives, ont repoussé facilement l'agresseur.

DANS LA ZONE ESPAGNOLE

Les préparatifs pour l'action militaire dans la zone espagnole continuent, mais il devient douteux, aujourd'hui, que cette opération consiste en un débarquement à Alhucémas.

Dans la zone occidentale, des rassemblements ennemis sont signalés à Sidiwani et à Agbirolla. L'ennemi continue ses attaques à Ben-Karrich.

LA MISSION PARLEMENTAIRE VISITE LES HOPITAUX DE CASABLANCA

Casablanca, 17 juin. — La mission parlementaire a débarqué à Casablanca, où elle a été reçue par M. Vatin-Pérignon, chef du cabinet civil du maréchal Lyautey, et le colonel Loizeau, sous-chef d'état-major.

La mission a commencé par une visite à l'hôpital et au parc d'artillerie et d'aviation de Casablanca. A l'hôpital, elle s'informa du rôle de l'aviation sanitaire.

UN FONCTIONNAIRE DES FINANCES ELOIGNÉ DU MAROC ARRIVE A MARSEILLE

Marseille, 17 juin. — Par le paquebot « Abda », est arrivé à Marseille, venant de Casablanca, d'où il a été éloigné, M. Edmond Taddei, fonctionnaire des Finances.

M. Taddei ne nie pas avoir eu des relations avec des communistes, mais il estime que la mesure qui le frappe est trop rigoureuse. Sa femme et son enfant sont demeurés au Maroc.

NOUVELLE DEMENTIE

Casablanca, 17 juin. — On déclare dénuée de fondement la nouvelle selon laquelle un médecin russe, le docteur Chio, aurait été l'objet d'un arrêté d'expulsion parce qu'on le soupçonnait de se livrer à la propagande communiste.

LA CONFERENCE DE MADRID

Madrid, 17 juin. — A cinq heures, aujourd'hui, s'est ouverte la conférence de Madrid.

Les délégués français sont arrivés et l'on ignore à quelle date précise M. Malvy, qui est resté à Paris, rejoindra la délégation.

Le général Jordana, chef de la délégation espagnole, a reçu pleins pouvoirs du Directoire pour les négociations.

Dans les milieux très bien informés, on assure qu'au point de vue militaire, aucune mesure capitale ne serait arrêtée dans la Conférence franco-espagnole de Madrid. Les événements dicteront à la France et à l'Espagne leur ligne de conduite au point de vue militaire, mais les deux nations opéreront chacune dans sa zone, et il ne faut pas s'attendre à une collaboration se traduisant par une réunion des forces des deux pays sous une direction unique.

A GENEVE

LA CONFÉRENCE POUR LE CONTROLE DES ARMES A TERMINÉ SES TRAVAUX

Genève, 17 juin. — La conférence pour le contrôle du commerce international des armes a terminé ses travaux, ce matin.

Les délégations roumaine, polonaise, esthonienne, finlandaise, lettone, signent la convention et le protocole de signature, avec la réserve portée à l'article 29 et qui suspend pour ces Etats l'obligation des articles 6 et 9 (publicité des exportations), jusqu'au moment de l'adhésion de la Russie.

La délégation suisse signe le protocole de signature, le protocole relatif à la guerre chimique et l'acte final, mais déclare réserver l'examen du Conseil fédéral pour la convention elle-même.

La délégation belge signe l'acte final, mais s'abstient, son Gouvernement étant démissionnaire, de signer la convention.

La Grande-Bretagne se propose d'accéder sans retard à la convention, au nom de l'Irak.

La délégation chinoise signe seulement l'acte final, n'ayant pas encore pleins pouvoirs de son Gouvernement.

Le délégué français, comte Clauzel, avant de signer, n'a fait aucune déclaration.

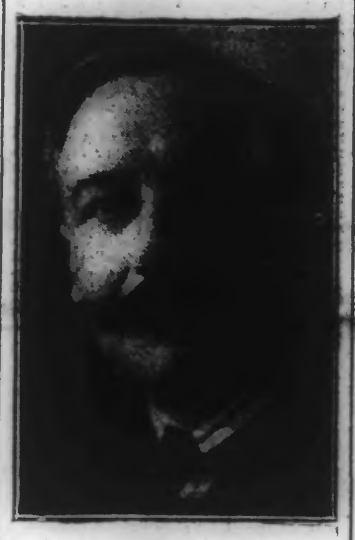
UNE RÉUNION A LA CHAMBRE

des Commissions des Affaires étrangères, des Finances et de l'Armée

POUR ENTENDRE M. PAINLEVÉ

Un violent incident provoqué par les communistes

Paris, 17 juin. — Les Commissions des Affaires étrangères et des Finances et de l'Armée s'étaient réunies en commun, au début de l'après-midi, pour entendre une communication de M. Painlevé, président du Conseil, sur les résultats de son voyage au Maroc.



M. FRANKLIN-BOUILLON.

La Commission de la Marine avait également décidé de déléguer un certain nombre de ses membres à cette audition.

Le secret sur les renseignements militaires

M. Painlevé, comme préambule à ses explications, déclara aux membres des Commissions qu'avant toute explication, il leur demandait de prendre l'engagement d'honneur de ne rien révéler des renseignements d'ordre militaire qu'il pouvait être susceptible de donner au cours de ses déclarations.

Les députés communistes refusent à prendre l'engagement qui leur est demandé

Plusieurs députés communistes assistaient à la réunion. Notamment MM. Vaillant-Couturier, Doriot, Renaud Jean, Marty, Garchery Cornavin. Tandis que les autres assistants acquiesçaient à la demande du Président du Conseil, M. Garchery se leva et lut, au nom de ses amis communistes, une déclaration dans laquelle il s'élevait avec violence contre le procédé de M. Painlevé, ajoutant que c'était contraire au droit parlementaire et que les représentants communistes avaient parfaitement le droit de demeurer à la réunion sans prendre l'engagement d'honneur.

Une réunion privée...

M. Franklin-Bouillon a alors prié M. Painlevé de bien vouloir se retirer pour lui permettre de régler cet incident.

Il proposa alors à ses collègues de se constituer en sous-commission et de tenir, dans un autre local, une réunion privée devant laquelle M. Painlevé viendrait s'expliquer, en dehors de la présence des députés communistes. Cette proposition fut acceptée, non sans protestations de la part de ces derniers.

Les membres de la Commission se rendirent, alors, au salon des délibérations des présidents, situé dans l'hôtel de la présidence de la Chambre.

... à laquelle les communistes prétendent assister

Les commissaires n'étaient pas encore tous entrés dans cette salle, que les six députés communistes se présentaient devant la porte y donnant accès.

M. Franklin-Bouillon défend la porte

M. Franklin-Bouillon, président de la Commission des Affaires étrangères, et M. Girod, président de la Commission de l'Armée, se tenaient devant cette porte avec un huissier dans le dessein bien arrêté d'en interdire l'accès aux députés communistes. Lorsqu'il les vit s'approcher, M. Franklin-Bouillon leur dit avec la plus grande fermeté « Vous n'entrerez pas! »

« Allons-y! les copains », s'écria M. Marty, en avançant vers son interlocuteur.

« Vous n'entrerez pas! » répéta M. Franklin-Bouillon, avec plus de force.

Une scène violente

Une discussion d'une grande violence s'engagea alors, d'une part entre MM. Vaillant-Couturier, Marty et leurs collègues et M. Franklin-Bouillon d'autre part, les uns et les autres faillirent même en venir aux mains et les communistes, essayant de forcer l'entrée, bousculèrent quelque peu M. Franklin-Bouillon, Girod et l'huissier de service. Comme M. Doriot, à son tour, protestait, « Taisez-vous, vous êtes un traître! » lui répliqua M. Franklin-Bouillon.

Cette scène violente dura plus de dix minutes et devant l'insistance des députés communistes, des ordres furent donnés à des huissiers et à des gardes municipaux de se rendre dans le hall de la présidence, afin d'interdire l'accès de la salle de réunion aux perturbateurs.

Les communistes se retirent

Ceux-ci, qui avaient déclaré qu'ils attendraient au besoin la fin de la réunion devant la porte, se décidèrent ensuite à se retirer et M. Franklin-Bouillon put rentrer dans la salle, pour présider la réunion.

M. MARTY

Dans les couloirs de la Chambre où cet incident, qui n'est pas le premier de ce genre avait produit une certaine émotion, on était unanime à blâmer l'attitude des députés communistes.

LA POLITIQUE DE SOUTIEN ET LES SOCIALISTES

UNE REUNION SANS RESULTAT DU GROUPE PARLEMENTAIRE

Paris, 17 juin. — Le groupe socialiste S.F.I.O. s'est réuni ce matin pour examiner la situation politique à la suite du vote intervenu hier sur la discussion immédiate de l'interpellation de M. Doriot.

On sait que dans ce scrutin, le groupe s'est trouvé divisé. Deux de ses membres ont voté pour, 17 contre et 84 se sont abstenus.

Au cours de la réunion de ce matin, plusieurs membres influents du parti S.F.I.O. se sont efforcés, sans d'ailleurs, semble-t-il, y parvenir, de rétablir l'unité de vues du groupe parlementaire socialiste.

Tour à tour, les divers problèmes politiques qui se posent actuellement, ont été évoqués par plusieurs orateurs : événements militaires du Maroc, questions financières et budgétaires et même réforme électorale. Mais, dominant toute la discussion, c'est la question de la politique de soutien qui, d'une façon générale, paraît-il, s'est trouvée posée devant le groupe. Des avis différents ont été émis à ce sujet. D'une part, en effet, une fraction du groupe s'est montrée décidée à continuer son appui au gouvernement et à collaborer avec les autres groupes de la majorité, avec ou sans conditions.

Une autre partie du groupe, au contraire, déclare qu'elle ne peut, dans les circonstances présentes et sans un changement d'orientation politique, maintenir la position actuelle du groupe par rapport au Cartel et au gouvernement.

Après trois heures de délibérations et en présence de divergences d'opinion constatées au sein du groupe, il a été décidé que celui-ci tiendrait dans la soirée une nouvelle séance à laquelle assisteraient, les membres de la commission administrative permanente du parti.

Au cours de cette réunion, les dirigeants du parti socialiste auront à déterminer s'ils entendent conserver leur collaboration avec les autres groupes du cartel et poursuivre la politique de soutien à l'égard du Cabinet Painlevé, ainsi que les conditions dans lesquelles ils pourraient continuer cette collaboration et cette politique.

Pour les enfants du général Mangin

UN APPEL DES MARÉCHAUX DE FRANCE

On sait que le général Mangin est mort pauvre; cette fierté s'ajoute à sa gloire. Mais c'est grande pitié qu'un tel serviteur de la patrie qui, sous toutes les latitudes, dans toutes les circonstances, au cours de trente années de carrière, s'exposa magnifiquement à la mort, ne laisse pas de quoi vivre à sa femme et à ses enfants.

Sous les auspices de MM. les maréchaux de France Joffre, Foch, Pétain, Lyautey, Franchet d'Esperey, Fayolle, un Comité s'est fondé en vue d'assurer aux huit enfants du général Mangin les moyens d'achever leur éducation et de s'assurer un établissement.

Ce Comité est composé ainsi qu'il suit :

Président : M. le maréchal Joffre ; membres : Mme la générale Fumin, le général Archinard, le général Balfourrier, le général Marchand, le docteur Emily, le commandant Dié ; trésorier : M. Roune, ancien gouverneur de l'Afrique occidentale.

Ce Comité fait appel aux villes, colonies, institutions, etc., particulièrement redevables à la mémoire du général Mangin et les prie instamment de l'aider à atteindre, par des concours affectés spécialement à la situation des enfants du général, le but de solidarité nationale et patriotique en vue duquel il s'est constitué.

Une permanence du Comité est établie à la Société de Géographie, 184, boulevard Saint-Germain, à Paris.

Le Congrès international du bâtiment et des travaux publics

Paris, 17 juin. — Les membres du Congrès international du bâtiment et des travaux publics ont visité ce matin plusieurs groupes d'habitations à bon marché, des chantiers de construction d'habitations à loyer modéré, la maison du bâtiment et la cité de l'apprentissage.

Les délégués étrangers ont dit, à maintes reprises, leur admiration pour l'effort accompli par la France, afin de combattre la crise du logement, pour lutter contre la difficulté du recrutement des ouvriers.

LES CRIMES d'un médecin marseillais

UNE PERQUISITION AU DOMICILE DU Dr BOUGRAT

Marseille, 17 juin. — Une descente de justice a eu lieu ce matin, dès 5 h., à la maison du docteur Bougrat, en présence de l'inculpé et de son amie, Andrée Audibert. Le juge d'instruction, M. Malavielle, le chef de la sûreté, M. Robert, un expert chimiste, M. Domergue, et M. Stefani Franz, avocat de l'inculpé, y assistaient.

Quand on eut à nouveau désinfecté le laboratoire, où voltigeaient d'énormes mouches noires et vertes, l'expert et le chef de la sûreté examinèrent tous les produits pharmaceutiques et chimiques qui s'y trouvaient en abondance. Une liste a été dressée de tous ces produits, des échantillons saisis; à signaler les quantités importantes de cyanure de potassium, de digitaline et de bichlorure de mercure trouvées par l'expert.

L'inculpé Bougrat a assisté impassible à cette opération, répondant avec un calme parfait aux questions qui lui étaient posées par l'un ou l'autre des assistants. Tandis que l'on rédigeait les procès-verbaux de l'opération, Bougrat s'est entretenu, souriant, avec Me Stefani Franz et les policiers.

Le régime de la prison ne lui plaît pas beaucoup, il trouve la cellule trop étroite pour lui et deux codétenus; l'inaction des longues journées lui pèse, et il a demandé qu'on l'autorisât à lire des livres de médecine.

UNE VISITE DE L'EGOUT SOUS LA MAISON DU CRIME

Marseille, 17 juin. — L'égout qui passe sous la maison du crime a été exploré; c'est un ancien ruisseau couvert lors de la construction des maisons et qui va rejoindre, près du lycée, le réseau des égouts de la ville.

La visite minutieuse du chef de la sûreté a permis d'y découvrir quelques fioles à médicaments, des os calcinés; divers objets, notamment une paire de tenailles rouillées. Sur la nature des os, il y a doute, et un examen plus approfondi sera nécessaire. Aucune trace des vêtements que l'on y cherchait.

Revenant à l'intérieur de la maison, le chef de la sûreté, M. Robert, a fait procéder à une expérience pour déterminer si Bougrat a pu, sans l'assistance de personne, hisser le corps de Rumède dans le placard du laboratoire. Deux inspecteurs, l'un figurant l'encaisseur, l'autre le docteur, s'y sont prêtés.

Bien que l'opération soit pénible, elle est apparue possible, étant donnée surtout la forte carrure de l'inculpé.

On en a conclu que Bougrat a pu opérer seul.

BOUGRAT FAISAIT DE FREQUENTES VISITES A TOULON

Un des points obscurs de l'enquête ouverte sur les abominables actions dont s'est rendu coupable, à Marseille, le docteur Pierre Bougrat, est de savoir comment il a pu écouler les bijoux qu'il avait soustraits à certaines de ses victimes ou qu'il avait achetés à crédit très cher, pour s'en défaire à vil prix. Or on signale qu'en ces derniers mois, Pierre Bougrat a été vu à plusieurs reprises à Toulon, ainsi que dans certaines villes du littoral, parfois seul, d'autres fois avec son amie Andrée Audibert. On peut se demander aussi s'il ne se rendait pas à Toulon dans quelque fumerie d'opium.

Une grève « perlée » dans les transports à Paris

Paris, 17 juin. — Par ordre d'un comité de grève, le service des autobus a été saboté, à Paris.

Sur deux lignes en particulier, Saint-Michel-Clignancourt, et Saint-Michel-Saint-Lazare, les voitures ont marché au pas pendant la plus grande partie de la journée. A chaque arrêt facultatif ou obligatoire, le stationnement s'éternisait. Aux protestations des voyageurs, on répondait : Si demain, nous ne sommes pas augmentés, ce sera la grève.

Sur certains points de la capitale, des embouteillages se sont produits. Ces embouteillages ont, du reste, vivement été enrayés par le service d'ordre.

Sur plusieurs lignes de tramways, des altercations ont eu lieu entre les voyageurs et le personnel des Transports en commun, mais jusqu'ici on ne signale aucun incident.

L'AGITATION COMMUNISTE

La police bulgare découvre de nouveaux dépôts d'armes

Sofia, 17 juin. — La police a arrêté trois individus impliqués dans l'affaire de la découverte d'un dépôt de matériel de guerre signalé il y a quelques jours.

D'autre part, près de Bourgas, on vient de découvrir quatre autres dépôts remplis d'uniformes, de machines infernales, d'explosifs d'appareils pour provoquer le déraillement des trains, et un matériel d'imprimerie.

Mme Suzanne Girault poursuivie à Tours

Tours, 17 juin. — Le Parquet de Tours a engagé des poursuites contre Mme Suzanne Girault, la communiste parisienne, qui a prononcé à un récent meeting à Tours, des propos défaitistes.

Une cellule communiste dans un régiment à Angoulême

Un sous-officier arrêté

Angoulême, 17 juin. — L'autorité militaire procède actuellement à une enquête au sujet d'une grave affaire de propagande antimilitariste.

Il s'agirait de l'organisation d'une cellule communiste dans un des régiments de la garnison d'Angoulême. Plusieurs sous-officiers, dont l'un bien placé par ses fonctions spéciales pour connaître dans leurs détails toutes les questions, même confidentielles, seraient compromis. Un de ces sous-officiers est actuellement sous les verrous.

LE CHOMAGE EN ANGLETERRE VA EN S'ACCENTUANT

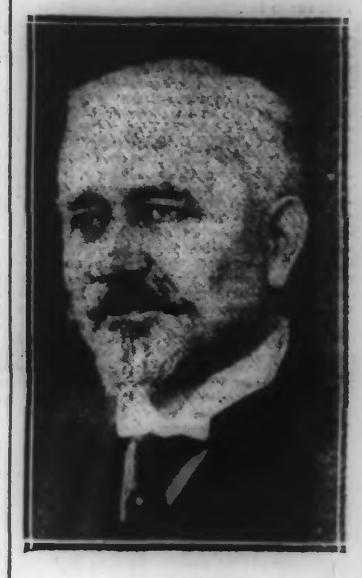
Londres, 17 juin. — On a annoncé officiellement à la Chambre des Communes que le nombre des sans-travail, à la date du 8 juin, avait augmenté, depuis un an, de 263.685.

D'autre part, d'après les statistiques du Labour Office, le nombre des chômeurs, des deux sexes s'élevait, à la date du 8 juin, à 1.301.200, soit 43.894 de plus que la semaine précédente.

A L'ACADEMIE DE MEDECINE

UN VACCIN PRÉVENTIF contre la tuberculose

Paris, 17 juin. — Sous ce titre : *Essais de prémunition par le B. C. G. contre l'infection tuberculeuse de l'homme et des animaux*, le professeur Calmette, sous-directeur de l'Institut Pasteur, a fait, à l'Académie de médecine,



LE DOCTEUR CALMETTE

une importante communication sur les résultats obtenus dans la vaccination préventive des nouveaux-nés avec le B. C. G. (Bacille Calmette-Guérin).

Rappelant la communication, faite il y a un an, en son nom et en celui du docteur Guérin et de ses collaborateurs, M. Calmette déclare que ces résultats sont aussi satisfaisants qu'on pouvait le souhaiter : aucun des 173 nourrissons vaccinés dans le premier trimestre de 1923, c'est-à-dire depuis trois ans, n'est mort d'une affection présumée tuberculeuse; 94 de ces enfants, revus le mois dernier, étaient en parfaite santé et en croissance normale. Du 1er juillet 1924 au 1er juin 1925, 2.070 nouveau-nés ont été vaccinés par le B. C. G., en France et en Belgique, sans aucun accident. Aussi beaucoup de médecins emploient-ils volontiers ce vaccin, surtout pour des enfants nés dans un foyer familial contaminé ou menacé.

La méthode d'application est des plus simples : il suffit de faire ingérer trois fois, à quarante-huit heures d'intervalle, au jeune bébé, du troisième au dixième jour après sa naissance, une dose de vaccin dans une petite cuillerée de lait.

Les essais du même vaccin, sur des singes et des bovidés, ont conféré à ceux-ci une résistance manifeste à l'infection tuberculeuse.

« Il semble donc, conclut le professeur Calmette, qu'on peut considérer la méthode comme n'offrant aucun danger et que son efficacité ne fait plus de doute. Le temps apportera, d'ailleurs, toutes les précisions désirables à sa valeur pratique ».

Un jour viendra sans doute où l'on vaccinera contre la tuberculose comme on le fait déjà contre la variole et la typhoïde.

UN ARTICLE ANTIFRANÇAIS DU GÉNÉRAL PERCIN

L'« Echo de Paris » publie l'article dont voici les principaux passages :

Commentant les discours de MM. Doumergue et Painlevé à Strasbourg, le général Percin vient d'écrire dans le « Midi Socialiste », de Toulon, un article antifrançais, où l'on trouve ces lignes abominables :

En résumé, M. Poincaré avait l'ambition d'attacher son nom à la récupération de l'Alsace et de la Lorraine par la force des armes. Ces provinces ne tenaient nullement à redevenir françaises. En affirmant qu'elles le voulaient, MM. Doumergue et Painlevé ont commis une erreur historique. Ils ont commis en outre une maladresse. Du moment qu'on reproche aux Allemands leur chant : « L'Allemagne au-dessus de tout », il ne faut faire à personne un mérite de tenir à telle patrie plutôt qu'à telle autre. Il faut encourager, au contraire, ceux qui soutiennent que si, pour la bonne administration de la France, celle-ci doit être divisée en départements, de même pour la bonne administration de l'Europe, celle-ci doit être divisée en nations : mais il devrait être aussi indifférent à un citoyen de l'Europe d'être Français ou Allemand, qu'il est indifférent à un citoyen de la France d'appartenir au département de Seine-et-Oise ou à celui de Seine-et-Marne.

Le général Percin, ajoute notre confrère, devient l'avocat de la thèse allemande en Alsace et en Lorraine : c'en est trop!

Le général Percin ne peut garder plus longtemps sur sa poitrine le grand cordon de la Légion d'honneur.

L'ARCHEVEQUE MANNIX A PARIS

Rome, 17 juin. — Mgr Mannix, archevêque de Melbourne, le distingué prélat et patriote irlandais, venant de Rome, arrivera à Paris ces jours-ci.

LES RAIDS AÉRIENS

De Tokio à Paris

Moscou, 17 juin. — Le raid aérien de Tokio à Paris par l'U.R.S.S. qui devait être effectué par des avions japonais, au mois de juillet, aura lieu un peu plus tôt dans le but de rencontrer et de saluer, en cours de route, l'expédition aérienne soviétique de Moscou en Mongolie et en Chine. L'expédition soviétique s'est envolée aujourd'hui de Novosi-kolacvsk pour Irkoutsk.

Les deux aviateurs qui vont accomplir Villacoublay-Alep

Paris, 17 juin. — On annonce que les deux pilotes qui vont effectuer le grand raid aérien Villacoublay-Alep ne sont autres que le commandant Dagnaux, l'as à la jambe de bois et le commandant Pinsard, 4e sur le palmarès des chasseurs de la guerre.